



	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	valeur		pourcentage	
				(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
- Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
Total M2				9 778	5,4 %	16,5 %	
M3 - M2				2 111	1,2 %	- 14,8 %	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

N°145 - Statistiques au 31/12/2010



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et ses contreparties	7
2.1 La masse monétaire	7
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	7
2.3 La circulation fiduciaire	8
3. Les avoirs financiers des agents économiques	9
3.1 Les actifs par agent	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3.2 Les actifs par nature	12
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	13
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	15
L'endettement des collectivités locales	16
4.2 Les passifs des établissements locaux	17
5. Les engagements bancaires	18
5.1 Les risques sectoriels	18
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	21
Indicateurs globaux	21
La vulnérabilité des ménages	21
La vulnérabilité des entreprises	22
6. Le financement des crédits bancaires	24
L'équilibre emplois-ressources	24
7. La monétique et les échanges de valeurs	24
7.1 La monétique	24
7.2 Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	26
8.4 Taux de l'usure	27
Annexes méthodologiques	28

1. Synthèse

L'évolution conjoncturelle internationale au 4^e trimestre 2010

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+ 0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière. Toutefois, la crise semble s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du fond européen de stabilisation à 440 milliards d'euros). L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar sur le début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo. La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans treize banques des régions sinistrées. Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7% en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.

La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle. Toutefois, la BCE et la FED ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux historiquement bas, soit respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en redressement pour l'année 2010, en partie liée à la baisse significative du coût du risque. Les cinq premières banques françaises ont ainsi cumulé 21 milliards d'euros de profit. Toutefois, les nouvelles contraintes réglementaires (Bâle III¹) constituent un défi pour la rentabilité des banques qui cherchent d'ores et déjà à mettre en œuvre des solutions pour capter des liquidités.

L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au 4^e trimestre 2010

- Une reprise encore timide de l'activité bancaire sur le trimestre

Les prémices d'une amélioration de la situation monétaire et financière se font sentir au 4^e trimestre 2010, alors que l'activité économique du Territoire se redresse déjà depuis la mi-année grâce aux chantiers en cours de réalisation dans le cadre du 9^e FED et de l'Etat. Ce décalage entre le climat de reprise et sa répercussion sur la sphère financière est en partie imputable aux modes de règlement propres à ce type de marchés. Néanmoins, le volume total des actifs financiers collectés ce trimestre est en hausse de 4,7 % à 8,5 milliards de F CFP mais reste en repli de 3,9 % sur l'année.

Parallèlement, la forte reprise pour les entreprises du BTP en particulier s'est réalisée sans recours au financement bancaire : l'encours de crédit distribué aux entreprises, tout établissement bancaire confondu, continue sa régression, avec -2,1 % en variation trimestrielle. La légère reprise du financement des particuliers au cours du trimestre (+2,9 %) par le système bancaire local permet de maintenir un niveau d'encours de crédit bancaire globalement stable (-0,1 %), après 2 années de dégradation constante.

Ces signes encourageants doivent cependant être relativisés compte tenu d'une nouvelle hausse de la sinistralité du portefeuille des établissements bancaires : les créances douteuses brutes des établissements progressent de 1,9 % sur le trimestre. Le segment des particuliers semble spécialement concerné par les difficultés de remboursement, avec un taux de créances douteuses brutes qui atteint 27,5 % en fin d'année.

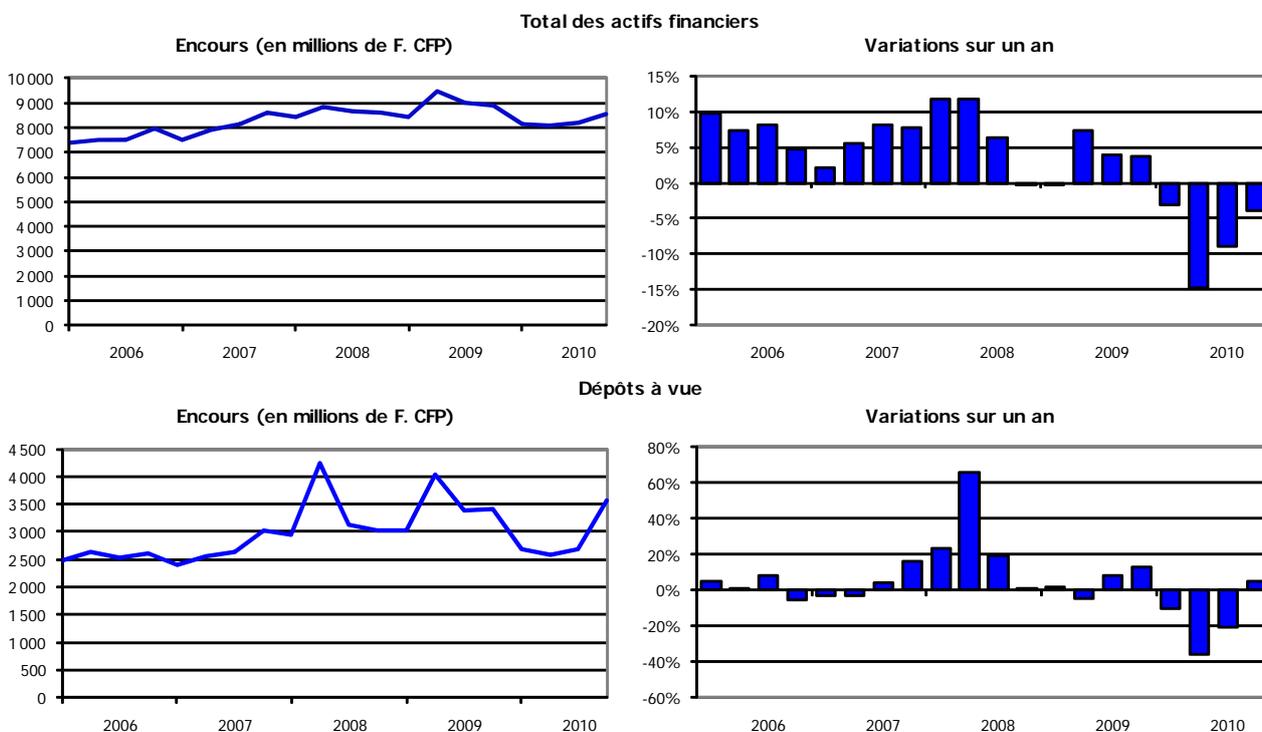
¹ Transposition en droit national d'ici le 1^{er} janvier 2013.

- Progression notable des dépôts à vue sur le trimestre

Au cours du trimestre sous revue, l'ensemble des actifs financiers est en progression de 4,7 %, après 3 trimestres consécutifs de relative stabilité. En variation annuelle, leur encours est en retrait de 3,9 % : pour mémoire, les actifs financiers avaient enregistré en début d'année une forte contraction (-8,6 %) à la suite de mouvements de capitaux effectués par des sociétés non implantées localement.

La forte augmentation des dépôts à vue (+33,1 %) est à l'origine de cette reprise. Les dépôts à vue des sociétés ont enregistré une progression de 41,8 % sur le trimestre, à la suite de règlements importants effectués auprès d'entreprises prestataires de marchés publics. Les dépôts à vue des autres agents économiques ont plus que doublé sur le trimestre, sous l'effet du reversement en comptes courants de placements arrivés à leur terme (OAT). Seuls les dépôts à vue des ménages sont en léger repli ce trimestre (-3,5 %), mais ils restent en hausse de 12,4 % en rythme annuel.

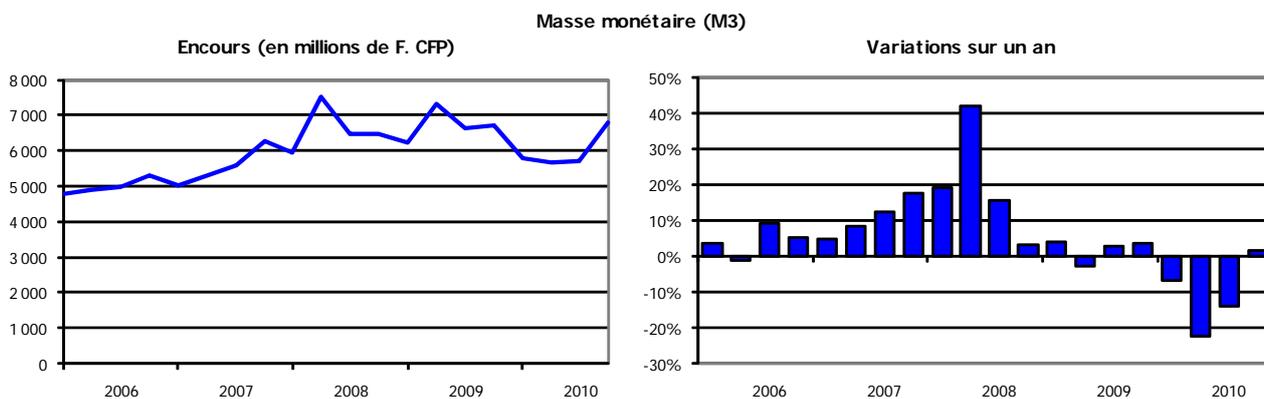
Les dépôts locaux progressent ainsi de 24,5 % sur le trimestre sous l'impulsion des dépôts à vue. La collecte sur livrets ordinaires ou sur dépôts à terme est restée quant à elle peu dynamique. A l'inverse, l'épargne gérée hors zone d'émission se rétracte de 12 % au cours du trimestre, faisant suite à l'arrivée à échéance d'obligations, dont l'encours se trouve réduit de 42,3 %. La bonne orientation des contrats d'assurance-vie sur le trimestre (+4,4 %) et sur l'année (+18,8 %) reflète la préférence de la clientèle particulière pour ce type de placements, alors que les produits d'épargne classique continuent d'offrir des taux de rémunération peu attractifs.



- Redressement de la masse monétaire

La masse monétaire M3 se redresse nettement au cours du trimestre (+18,8 %) pour s'établir à 6,8 milliards de F CFP. L'agrégat M1 de la masse monétaire a en effet été impacté positivement (+22,3 %) par la progression des dépôts à vue (+33,1 %) et par l'augmentation de la circulation fiduciaire (+8,2 %), qui s'explique en partie par l'indemnisation en numéraire des sinistrés du cyclone Tomas mi-décembre, à hauteur de 240 millions de F CFP. En glissement annuel, la progression de la masse monétaire M3 ne dépasse pas 1,6 % : rappelons qu'elle avait fortement subi, en début d'année, l'effet du recul des dépôts à vue.

Profitant d'un rythme de progression des dépôts collectés (+9,2 % sur le trimestre) supérieurs à celui du crédit distribué (+7,8 %), les établissements de crédits locaux améliorent leur solde emplois-ressources clientèle de 10 % et leur position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) de 7,8 %. Cette dernière, structurellement excédentaire dans le système bancaire local, s'établit en fin d'année à 2,5 milliards de F CFP, mais reste cependant inférieure de 22,4 % à son niveau de décembre 2009.

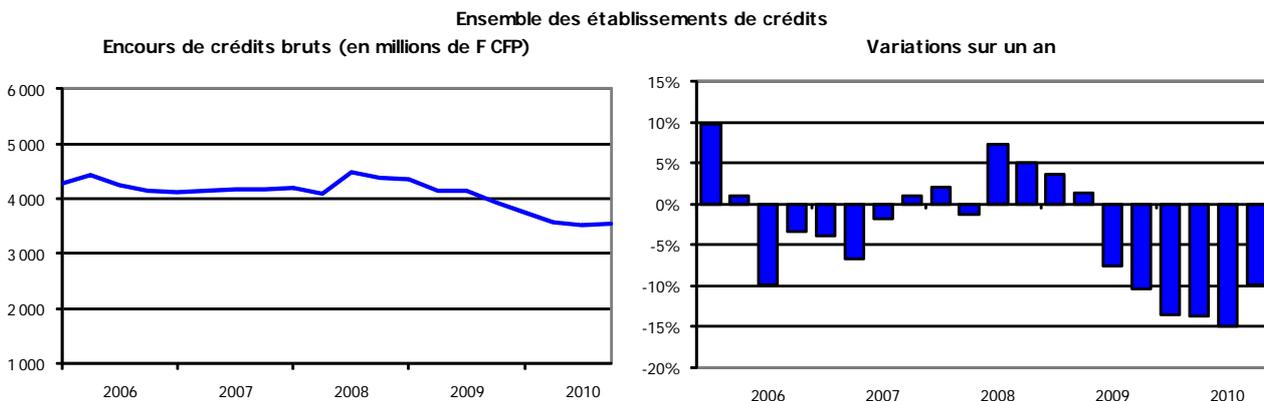


- Stabilité des financements bancaires sur le trimestre mais recul marqué sur l'année

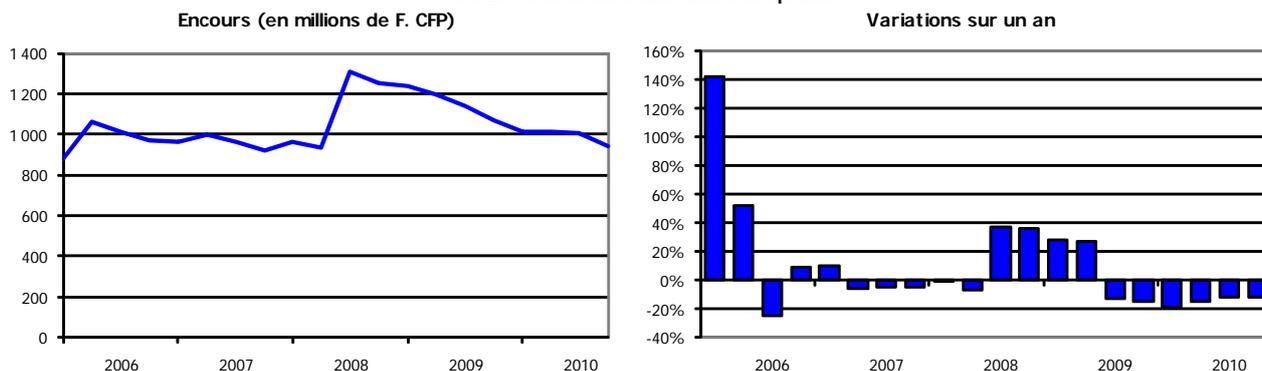
Le ralentissement du financement bancaire observé depuis plusieurs trimestres tend à s'atténuer, avec un encours global sain quasiment stable par rapport au trimestre précédent (-0,1 %). Ceci est dû à une légère reprise du financement bancaire local (+8,6 %), sous le double effet d'un rattrapage en fin d'année des crédits de trésorerie accordés aux ménages (+5,6 %) et d'une progression des comptes ordinaires débiteurs des entreprises. Faute de nouveaux octrois, l'encours des crédits accordés par des établissements dont le siège social est situé hors de la zone d'émission ne cesse de décroître (-5,9 % en glissement trimestriel et -19 % sur 12 mois).

Le financement des entreprises par le système bancaire reste morose. Tout type d'établissement confondu, l'encours de crédit distribué à ce type d'agent continue sa régression, -2,1 % sur le trimestre (à 1 092 millions de F CFP) et -12 % en rythme annuel. Les crédits d'équipement, qui constituent 91,6 % de ce solde, sont en retrait de 5,9 % sur le trimestre et de 11,9 % sur l'année. L'analyse par secteurs nous indique que l'encours de crédit accordé aux professionnels relevant du secteur du commerce (653,3 millions de F CFP) progresse de 1,9 % sur le trimestre et représente au 31 décembre 2010 45,7 % des crédits professionnels. A l'inverse, le secteur des services est en retrait de 6,2 % sur le trimestre. Ce dernier secteur, qui inclut notamment dans son périmètre des sociétés civiles immobilières créées dans le but de financer des infrastructures professionnelles, polarise 47,2 % des concours accordés aux entreprises.

L'encours de crédit aux ménages progresse de 2,9 % sur le trimestre. Le rythme d'octrois des crédits de trésorerie s'est accéléré en fin d'année (+5,6 %), conditionné par plusieurs facteurs : la reprise du système de cessions sur salaires suite à une suspension temporaire, des demandes saisonnières des ménages (véhicules, congés), des octrois à Futuna pour compléter les dispositifs d'indemnisation destinés à la reconstruction de maisons individuelles. En variation annuelle, le portefeuille de crédit aux ménages affiche un retrait de 14,4 %, dont 5,2 % pour les crédits à la consommation et -30,5 % pour les crédits à l'habitat.



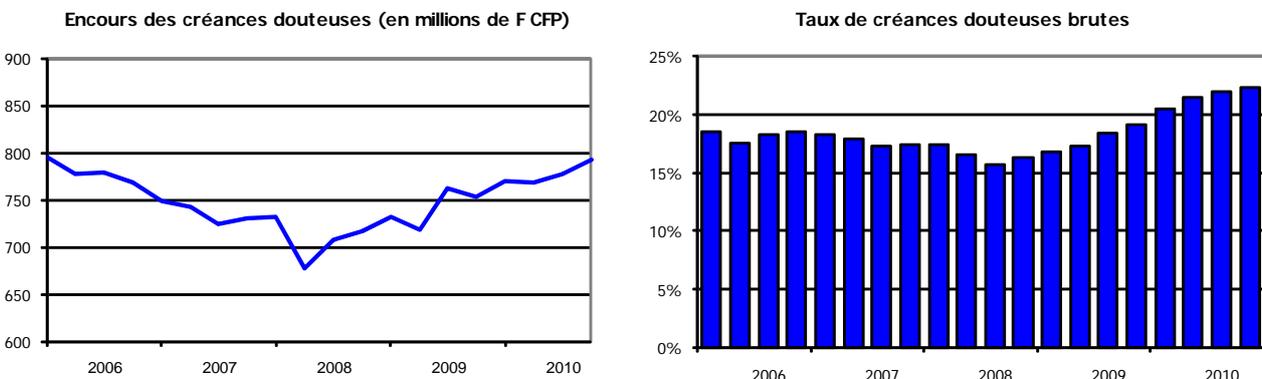
Crédits d'investissement des entreprises



- Des indicateurs de vulnérabilité mitigés

La sinistralité du portefeuille des banques s'est accentuée ce trimestre. Les créances douteuses brutes ont ainsi enregistré une croissance trimestrielle de 1,9 %. Le taux de créances douteuses atteint 22,4 % en fin d'année, son plus fort niveau jamais enregistré. Sur l'année, le taux de créances douteuses brutes (créances douteuses brutes / encours de crédit brut) gagne 3,2 points, résultant de la conjugaison de créances douteuses en hausse (+5,2 %) et d'encours brut orientés à l'inverse à la baisse (-9,9 %). Dans le détail, le montant de créances douteuses déclaré au 31 décembre 2010 par les banques pour les entreprises n'a pas enregistré de forte variation sur le trimestre (-0,01 %) ainsi que sur l'année (+0,5 %). En revanche, les déclassements de créances se sont poursuivis sur le marché des particuliers avec une hausse de 3,9 % au cours du 4e trimestre et de 10,7 % en variation annuelle.

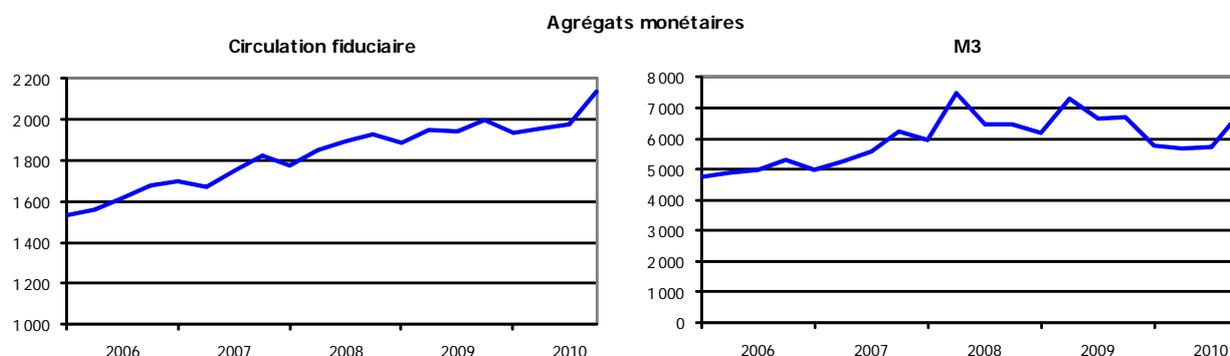
Toutefois, le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire est en nette diminution ce trimestre grâce aux régularisations d'office effectuées grâce à la suppression des pénalités libératoires exigées pour la radiation au Fichier Centrale des Chèques (FCC). 409 personnes physiques demeurent inscrites au FCC au 31 décembre 2010, soit 29 de moins qu'à la fin du trimestre précédent.



2. La masse monétaire et ses contreparties

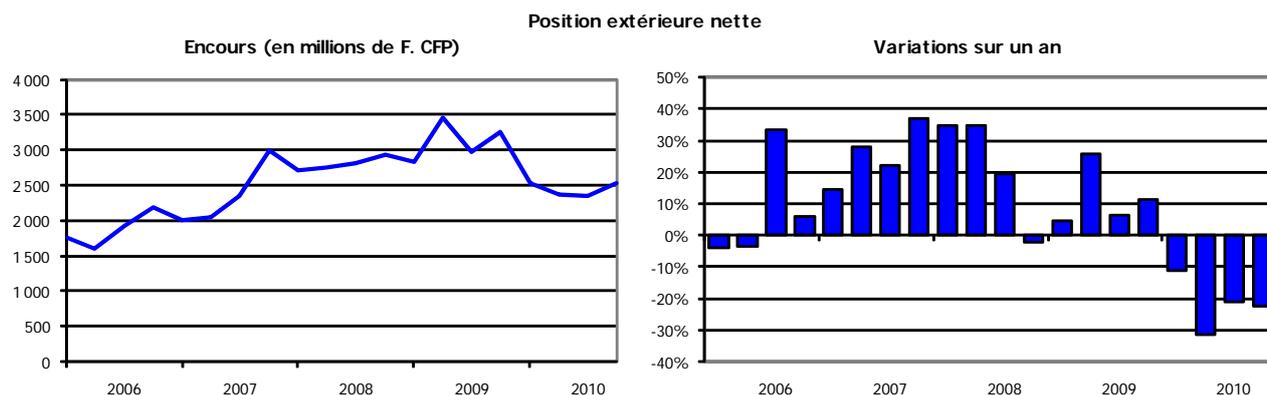
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 679	1 822	1 929	2 001	1 938	1 954	1 975	2 137	8,2%	6,8%
<i>Billets</i>	1 680	1 821	1 928	2 000	1 937	1 953	1 974	2 136	8,2%	6,8%
<i>Pièces</i>	-1	1	1	1	1	1	1	1	97,0%	-4,9%
Dépôts à vue	2 608	3 027	3 033	3 416	2 699	2 574	2 689	3 581	33,1%	4,8%
TOTAL M1	4 287	4 849	4 962	5 417	4 637	4 528	4 664	5 718	22,6%	5,6%
M2-M1	422	458	417	611	515	521	543	568	4,7%	-7,0%
Comptes sur livrets	422	458	417	611	515	521	543	568	4,7%	-7,0%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M2	4 710	5 307	5 379	6 028	5 152	5 049	5 207	6 286	20,7%	4,3%
M3-M2	601	945	1 072	664	644	617	516	516	0,1%	-22,3%
Dépôts à terme	601	945	1 072	664	644	617	516	516	0,1%	-22,3%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total M3	5 311	6 252	6 452	6 692	5 796	5 666	5 723	6 802	18,8%	1,6%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
M3+P1	5 311	6 252	6 452	6 692	5 796	5 666	5 723	6 802	18,8%	1,6%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

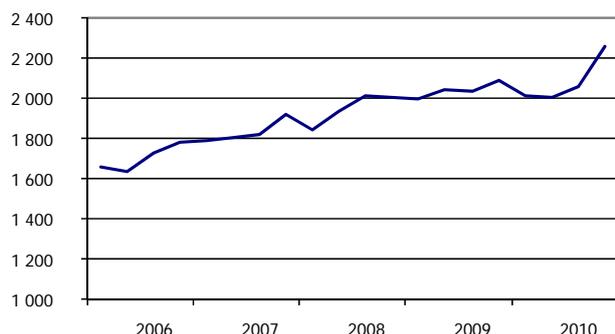
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	5 174	6 208	5 937	7 135	6 564	6 705	6 264	6 482	3,5%	-9,1%
Institut d'émission	2 752	2 971	2 761	3 609	3 769	3 989	3 581	3 740	4,5%	3,6%
Etablissements de crédit	2 422	3 238	3 176	3 525	2 796	2 717	2 683	2 742	2,2%	-22,2%
Créances du Trésor public	696	616	761	689	608	683	639	1 243	94,6%	80,4%
Concours sur ressources monétaires	-560	-572	-246	-1 131	-1 376	-1 723	-1 179	-923	-21,7%	-18,4%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 263	1 417	1 457	1 362	1 281	1 181	1 204	1 298	7,8%	-4,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 823	1 989	1 704	2 493	2 657	2 904	2 383	2 221	-6,8%	-10,9%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	577	596	603	619	622	584	584	585	0,2%	-5,5%
Provisions sur créances douteuses	105	99	93	95	95	94	94	95	1,2%	0,3%
Engagements hors zone d'émission	236	241	245	266	276	348	336	212		
Epargne contractuelle	0	0	0	0	0	0	0	0		
Divers	904	1 053	763	1 513	1 664	1 878	1 369	1 329	-3,0%	-12,2%
Total M3	5 311	6 252	6 452	6 692	5 796	5 666	5 723	6 802	18,8%	1,6%
Position extérieure nette	2 186	2 996	2 931	3 260	2 520	2 368	2 347	2 530	7,8%	-22,4%



2.3 La circulation fiduciaire

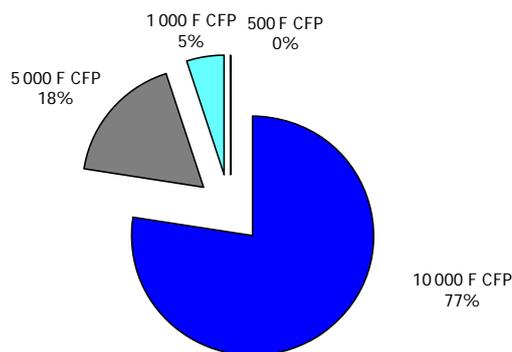
Emissions de billets									Variations	
	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	1 trim	1 an
En nombre	276 996	297 633	343 094	342 634	354 836	336 616	337 192	342 127	1,5%	-0,1%
10 000 F CFP	137 189	144 338	155 615	156 191	158 491	154 691	153 702	158 202	2,9%	1,3%
5 000 F CFP	53 507	56 444	68 559	73 239	77 257	72 072	72 494	73 699	1,7%	0,6%
1 000 F CFP	87 503	95 542	106 948	108 794	114 968	106 816	109 559	108 889	-0,6%	0,1%
500 F CFP	- 1 203	1 309	11 972	4 410	4 120	3 037	1 437	1 337	-7,0%	-69,7%
En millions de F CFP	1 726	1 822	2 012	2 039	2 088	2 016	2 009	2 059	2,5%	1,0%
10 000 F CFP	1 372	1 443	1 556	1 562	1 585	1 547	1 537	1 582	2,9%	1,3%
5 000 F CFP	268	282	343	366	386	360	362	368	1,7%	0,5%
1 000 F CFP	88	96	107	109	115	107	109	108	-0,9%	-0,9%
500 F CFP	- 1	1	6	2	2	2	1	1	39,1%	-50,0%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur (en millions de F CFP)



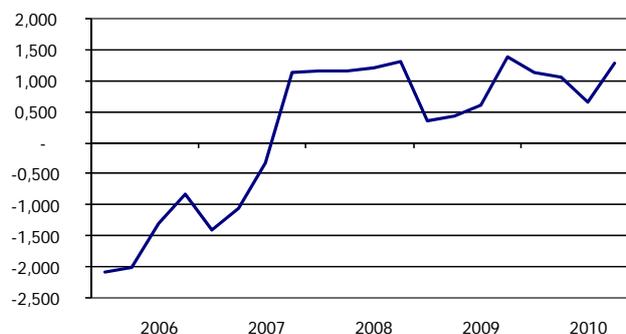
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2010



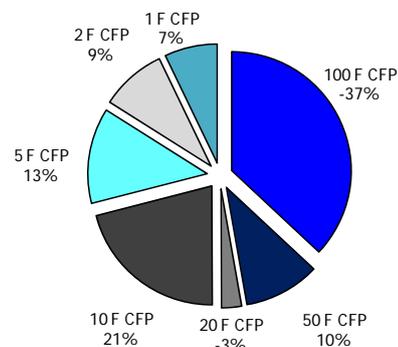
Emissions de pièces									Variation	
	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	1 trim	1 an
En nombre	677 665	814 464	855 141	926 046	945 321	955 161	970 889	1 000 151	3,0%	8,0%
100 F CFP	-32 703	-17 443	-24 659	-18 882	-22 124	-22 624	-26 876	-23 131	-13,9%	22,5%
50 F CFP	6 644	14 148	9 390	12 629	12 884	12 324	10 824	12 821	18,4%	1,5%
20 F CFP	-20 659	-10 907	-12 914	-8 453	-9 698	-10 698	-10 698	-8 452	-21,0%	0,0%
10 F CFP	76 268	98 267	106 217	112 692	118 695	119 195	123 693	131 688	6,5%	16,9%
5 F CFP	82 068	112 856	127 604	141 575	147 576	151 976	157 973	162 764	3,0%	15,0%
2 F CFP	212 773	234 270	246 247	262 242	266 743	268 743	273 730	278 229	1,6%	6,1%
1 F CFP	353 274	383 273	403 256	424 243	431 245	436 245	442 243	446 232	0,9%	5,2%
En millions de F CFP	-1,399	1,144	0,341	1,387	1,127	1,065	0,655	1,290	96,9%	-7,0%
100 F CFP	-3,270	-1,744	-2,466	-1,888	-2,212	-2,262	-2,687	-2,313	-13,9%	22,5%
50 F CFP	0,332	0,707	0,470	0,631	0,644	0,616	0,541	0,641	18,5%	1,6%
20 F CFP	-0,413	-0,218	-0,258	-0,139	-0,194	-0,214	-0,213	-0,169	-20,7%	21,6%
10 F CFP	0,763	0,983	1,062	1,127	1,187	1,192	1,236	1,316	6,5%	16,8%
5 F CFP	0,410	0,564	0,638	0,708	0,738	0,760	0,789	0,813	3,0%	14,8%
2 F CFP	0,426	0,469	0,492	0,524	0,533	0,537	0,547	0,556	1,6%	6,1%
1 F CFP	0,353	0,383	0,403	0,424	0,431	0,436	0,442	0,446	0,9%	5,2%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur (en millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin décembre 2010

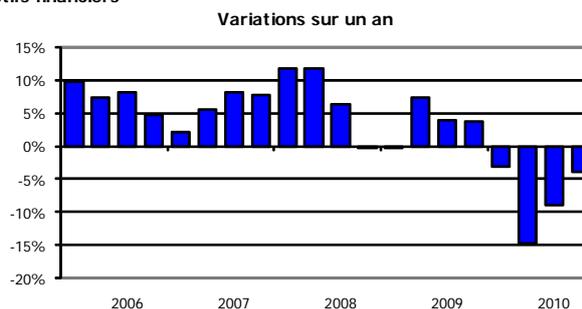
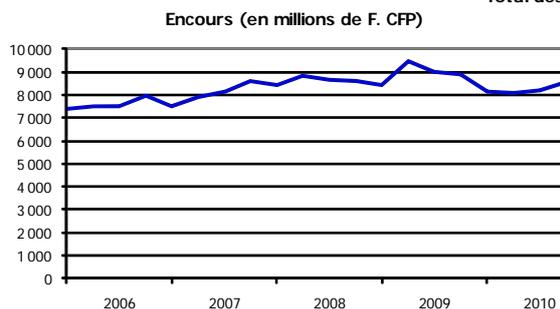


3. Les avoirs financiers des agents économiques

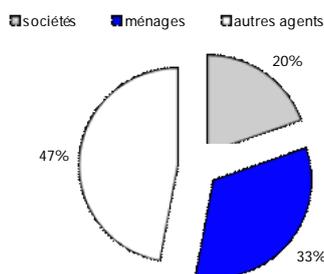
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Sociétés	1 562	1 848	1 871	2 346	1 798	1 292	1 302	1 678	28,8%	-28,5%
Dépôts à vue	1 036	1 133	1 318	1 808	1 243	837	922	1 307	41,8%	-27,7%
Placements liquides ou à court terme	336	542	430	382	374	287	189	371	96,5%	-3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	336	542	430	382	374	287	189	371	96,5%	-3,0%
<i>dont comptes à terme</i>	336	542	421	360	352	287	189	189	0,0%	-47,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0	0	9	23	23	0	0	182		706,9%
<i>dont certificats de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne à long terme	190	173	123	156	180	167	192	0	-100,0%	-100,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ménages	2 269	2 819	2 740	2 664	2 519	2 909	2 990	2 856	-4,5%	7,2%
Dépôts à vue	1 104	1 443	1 128	1 091	1 012	1 235	1 271	1 227	-3,5%	12,4%
Placements liquides ou à court terme	545	635	834	718	595	729	751	597	-20,5%	-16,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	406	444	405	589	494	498	521	548	5,2%	-6,9%
<i>Livrets ordinaires</i>	406	444	405	589	494	498	521	548	5,2%	-6,9%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	139	191	429	129	101	232	230	49	-78,9%	-62,2%
<i>dont comptes à terme</i>	12	136	372	26	13	50	48	49	0,4%	88,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	126	55	57	103	88	181	182	0	-100,0%	-100,0%
Epargne à long terme	621	741	778	855	912	945	968	1 032	6,6%	20,6%
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	24	20	8	15	15	13	15	14	-6,4%	-5,6%
<i>OPCVM non monétaires</i>	102	99	44	65	70	68	69	96	38,5%	48,2%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	495	622	726	775	826	863	883	921	4,4%	18,8%
Autres agents	4 149	3 937	3 982	3 909	3 835	3 895	3 888	4 034	3,8%	3,2%
Dépôts à vue	468	450	587	517	444	502	496	1 046	110,9%	102,3%
Placements liquides ou à court terme	1 306	1 184	2 172	2 181	2 180	2 182	2 180	2 178	-0,1%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	16	14	12	22	21	23	22	20	-8,6%	-11,1%
Placements indexés sur les taux du marché	1 290	1 170	2 160	2 158	2 159	2 159	2 159	2 159	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	253	267	280	279	279	279	279	279	0,0%	0,1%
Epargne à long terme	2 376	2 303	1 223	1 211	1 211	1 211	1 211	809	-33,2%	-33,2%
TOTAL	7 981	8 604	8 593	8 919	8 152	8 096	8 180	8 567	4,7%	-3,9%
Dépôts à vue	2 608	3 027	3 033	3 416	2 699	2 574	2 689	3 581	33,1%	4,8%
Placements liquides ou à court terme	2 186	2 361	3 436	3 280	3 149	3 198	3 120	3 146	0,8%	-4,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	422	458	417	611	515	521	543	568	4,7%	-7,0%
Placements indexés sur les taux du marché	1 765	1 903	3 018	2 669	2 634	2 678	2 577	2 578	0,0%	-3,4%
Epargne à long terme	3 187	3 217	2 124	2 223	2 304	2 323	2 371	1 841	-22,4%	-17,2%

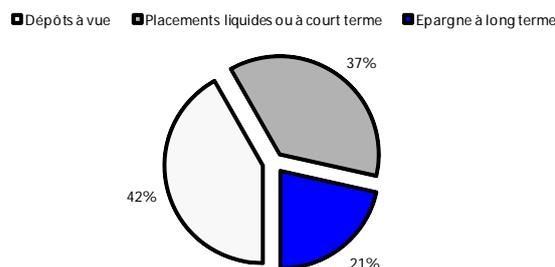
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique
déc.-10



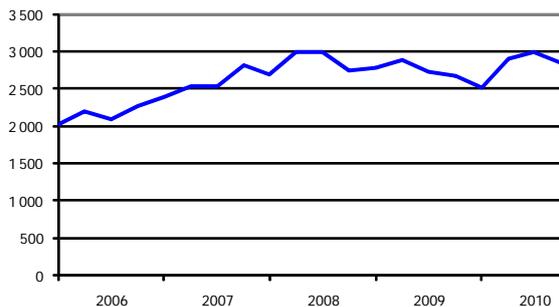
Répartition des actifs financiers par nature
déc.-10



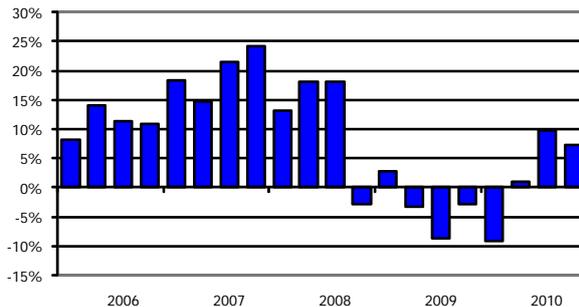
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers des ménages

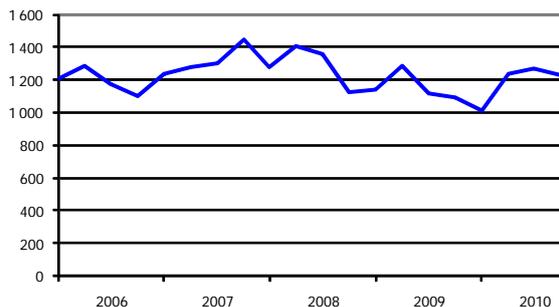
Encours (en millions de F. CFP)



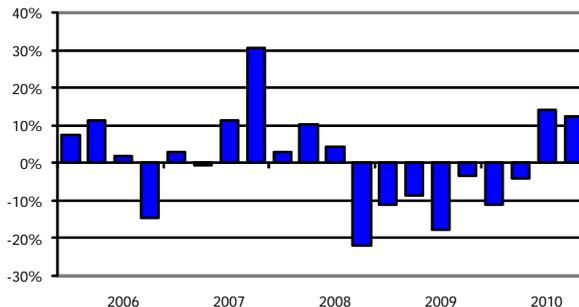
Variations sur un an



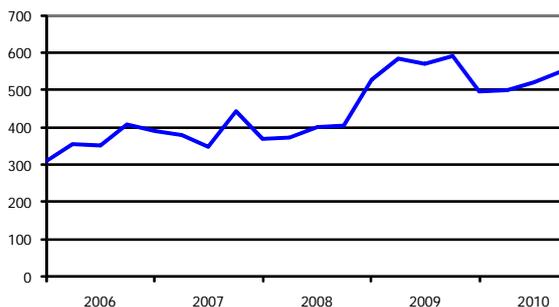
Encours (en millions de F. CFP)



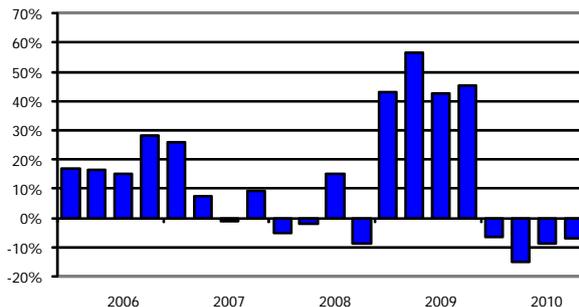
Variations sur un an



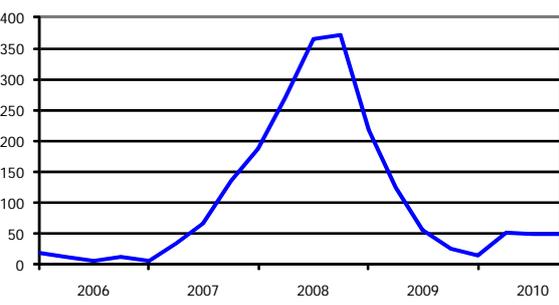
Encours (en millions de F. CFP)



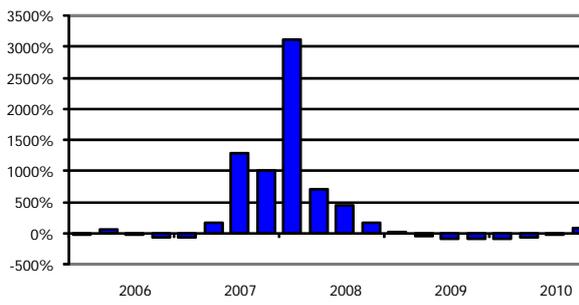
Variations sur un an



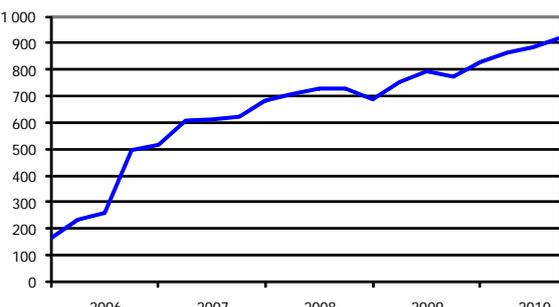
Encours (en millions de F. CFP)



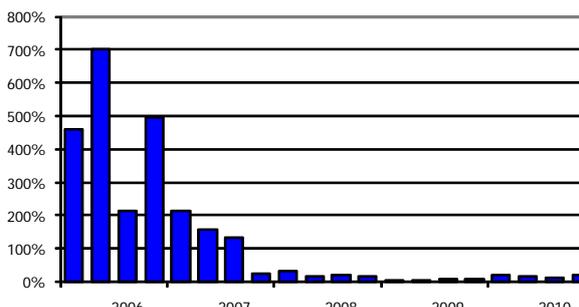
Variations sur un an



Encours (en millions de F. CFP)



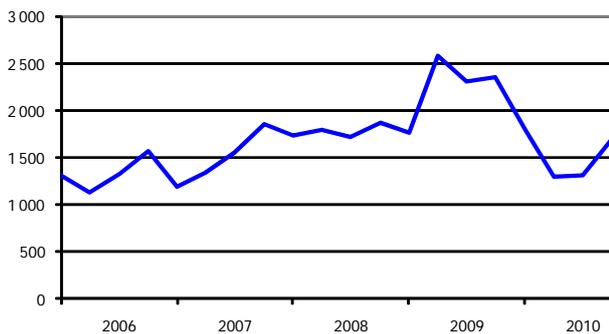
Variations sur un an



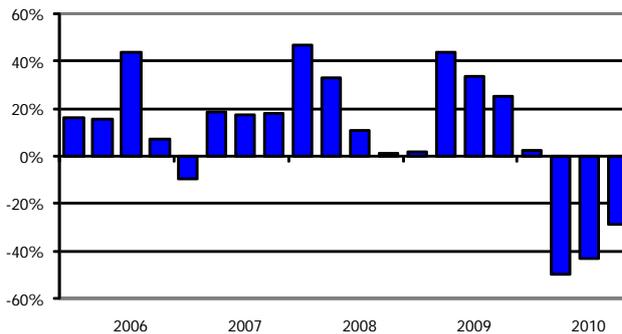
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

Encours (en millions de F. CFP)

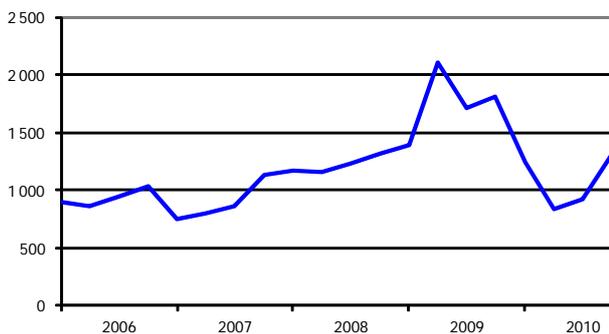


Variations sur un an

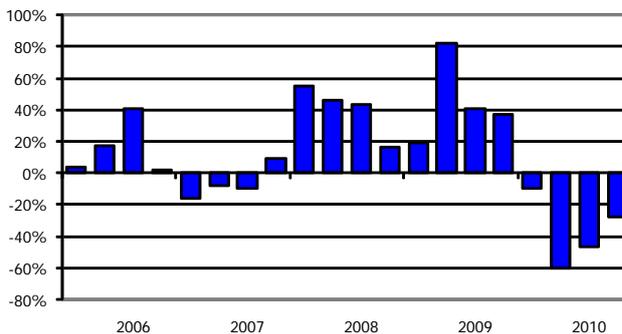


Dépôts à vue des sociétés

Encours (en millions de F. CFP)

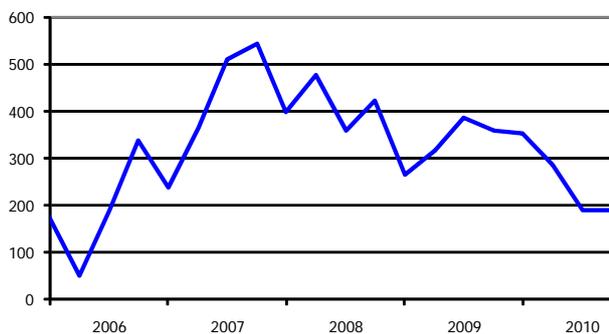


Variations sur un an

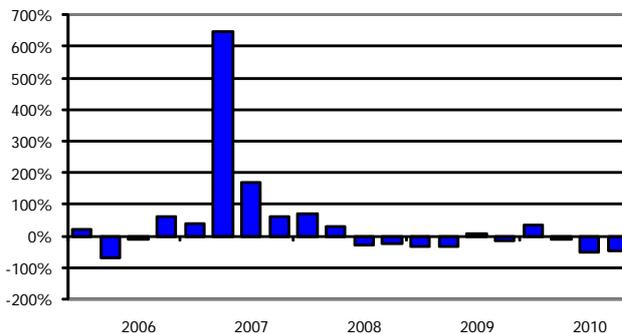


Dépôts à terme

Encours (en millions de F. CFP)



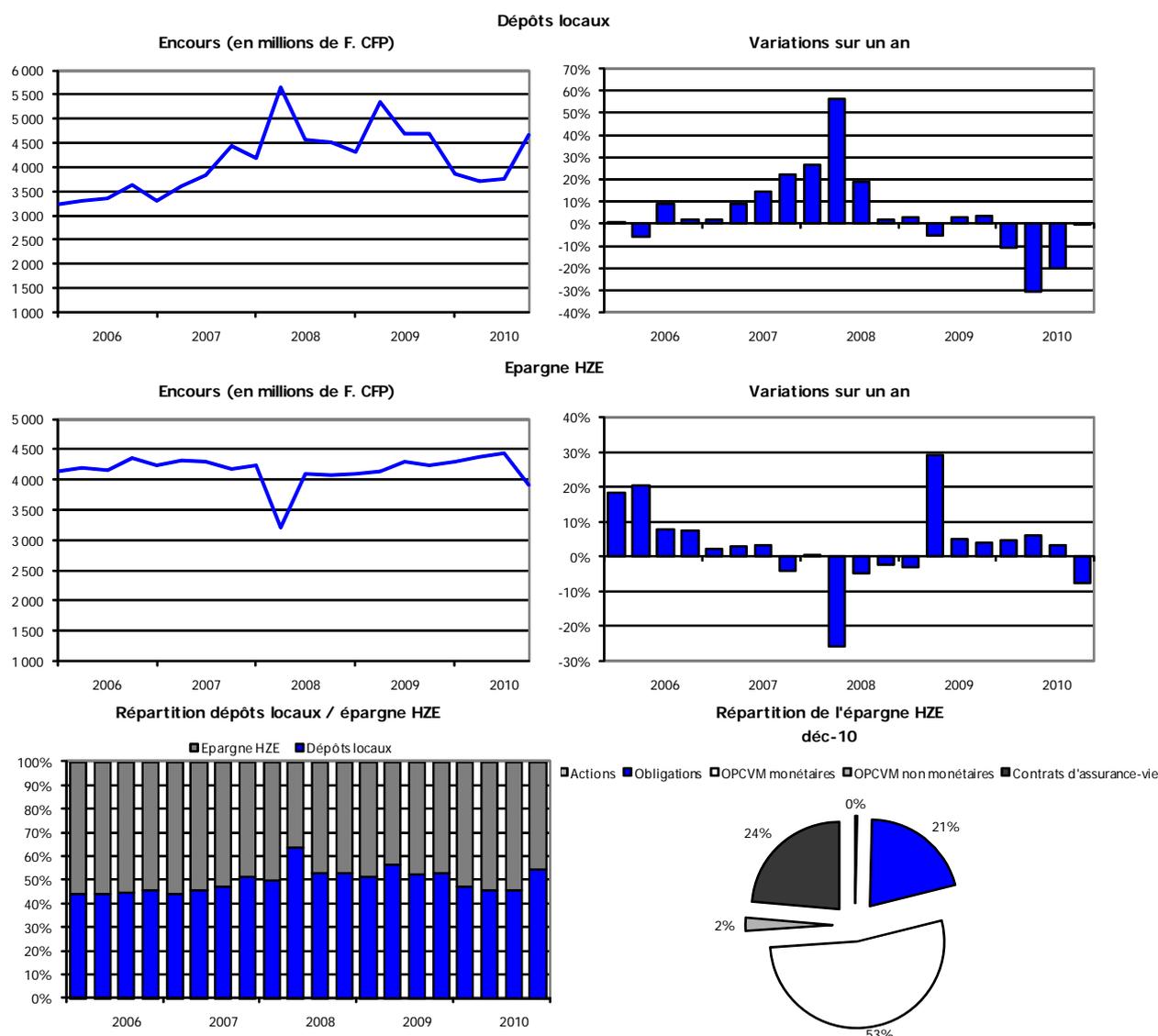
Variations sur un an



3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Dépôts locaux	3 631	4 430	4 523	4 691	3 858	3 712	3 748	4 665	24,5%	-0,6%
Dépôts à vue	2 608	3 027	3 033	3 416	2 699	2 574	2 689	3 581	33,1%	4,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	422	458	417	611	515	521	543	568	4,7%	-7,0%
<i>Livrets ordinaires</i>	422	458	417	611	515	521	543	568	4,7%	-7,0%
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	601	945	1 072	664	644	617	516	516	0,1%	-22,3%
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	4 350	4 175	4 070	4 228	4 294	4 384	4 432	3 902	-12,0%	-7,7%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Actions</i>	24	20	8	15	15	13	15	14	-6,4%	-5,6%
<i>Obligations</i>	1 509	1 385	1 346	1 367	1 392	1 379	1 403	809	-42,3%	-40,8%
<i>OPCVM monétaires</i>	1 164	958	1 946	2 005	1 990	2 061	2 061	2 062	0,0%	2,8%
<i>OPCVM non monétaires</i>	1 159	1 190	44	65	70	68	69	96	38,5%	48,2%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	495	622	726	775	826	863	883	921	4,4%	18,8%
TOTAL	7 981	8 604	8 593	8 919	8 152	8 096	8 180	8 567	4,7%	-3,9%

Avoirs par nature

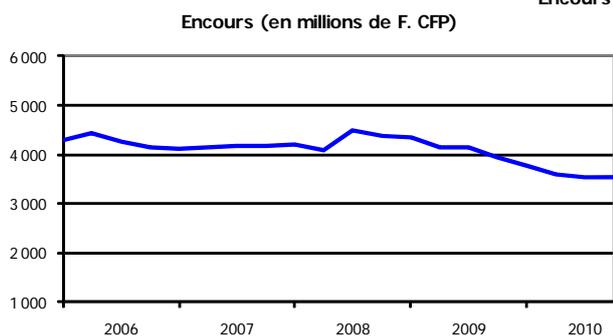


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

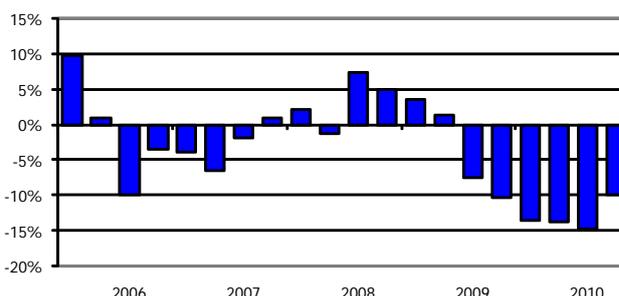
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Entreprises	1 105,	1 128,	1 458,	1 241,	1 153,	1 132,	1 116,	1 092,	-2,1%	-12,0%
Crédits d'exploitation	117	161	177	154	98	66	64	103	61,2%	-32,8%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	22	31	13	11	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	0	0	1	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	117	139	146	141	87	66	64	103	61,2%	-26,7%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	973	920	1254	1070	1010	1011	1002	943	-5,9%	-11,9%
Crédits à l'équipement	973	920	1254	1070	1010	1011	1002	943	-5,9%	-11,9%
dont entrepreneurs individuels	33	34	28	21	19	70	71	66	-5,9%	213,2%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	2	7	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	13	40	27	17	45	54	50	46	-8,3%	166,0%
Ménages	1 774,	1 732,	1 673,	1 467,	1 354,	1 242,	1 219,	1 255,	2,9%	-14,4%
Crédits à la consommation	900	999	1024	941	893	823	846	893	5,6%	-5,2%
Crédits de trésorerie	877	977	1003	925	874	801	826	872	5,6%	-5,7%
Comptes ordinaires débiteurs	22	22	21	17	19	22	19	21	6,5%	24,2%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	875	725	642	521	458	418	374	363	-3,0%	-30,5%
Autres crédits	0	8	7	4	3	0	0	0		-100,0%
Collectivités locales	462,	424,	384,	361,	343,	341,	322,	304,	-5,8%	-16,0%
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	462	424	384	361	343	341	322	304	-5,8%	-16,0%
Crédits à l'équipement	462	424	384	361	343	341	322	304	-5,8%	-16,0%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	26,	162,	155,	112,	136,	100,	96,	100,	4,0%	-10,3%
Total encours sain	3 368,	3 446,	3 670,	3 181,	2 986,	2 814,	2 754,	2 751,	-0,1%	-13,5%
Créances douteuses brutes	768	730	717	754	770	769	777	792	1,9%	5,2%
Créances douteuses nettes	362	348	315	347	343	330	335	338	1,0%	-2,4%
dont entreprises	259	249	212	219	219	214	209	207	-0,7%	-5,4%
dont ménages	103	97	98	128	124	116	126	131	3,8%	2,7%
Provisions	405	382	402	407	427	439	442	454	2,7%	11,7%
Total encours brut	4 135,	4 176,	4 387,	3 934,	3 755,	3 583,	3 531,	3 544,	0,4%	-9,9%
Taux de créances douteuses	18,6%	17,5%	16,3%	19,2%	20,5%	21,5%	22,0%	22,4%	0,3 pt	3,2 pt
Taux de provisionnement	52,8%	52,3%	56,1%	54,0%	55,5%	57,1%	56,9%	57,3%	0,4 pt	3,3 pt

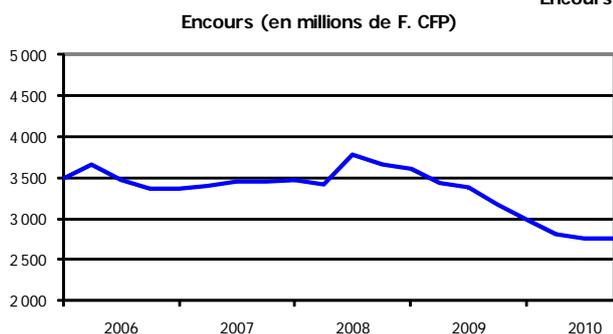
Encours de crédit brut



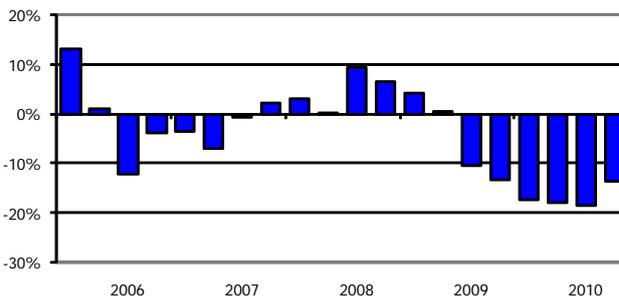
Variations sur un an



Encours de crédit sain

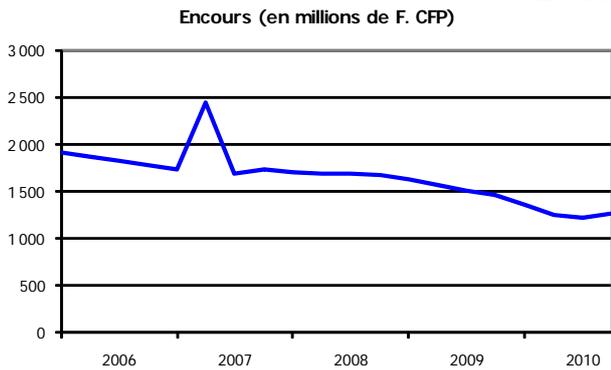


Variations sur un an

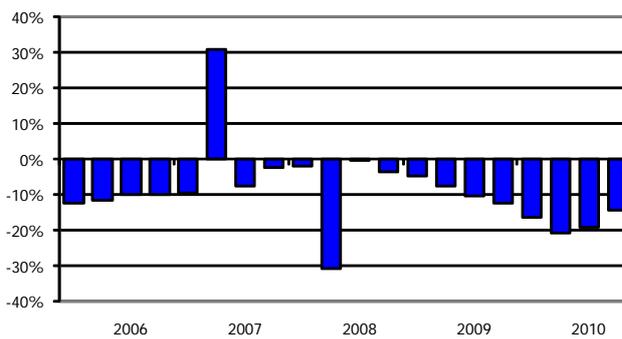


L'endettement des ménages

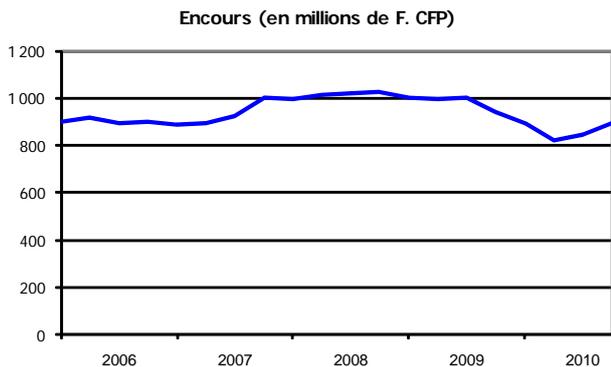
Encours de crédit sain



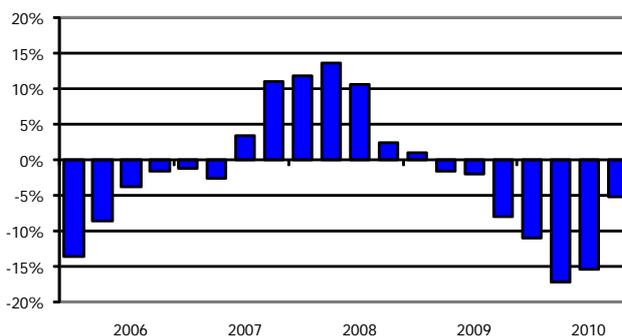
Variations sur un an



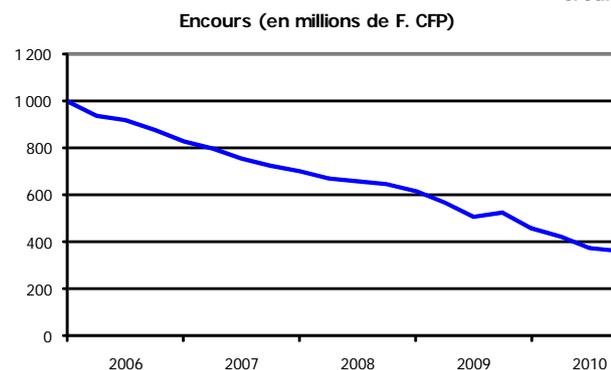
Crédit à la consommation



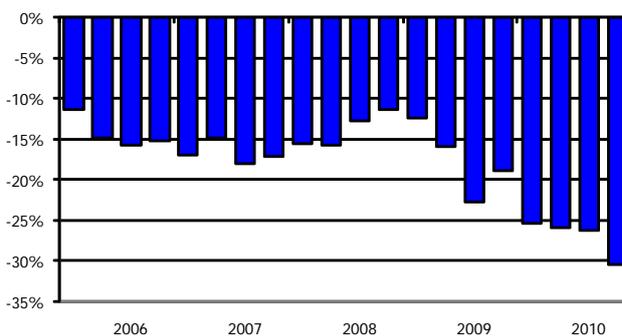
Variations sur un an



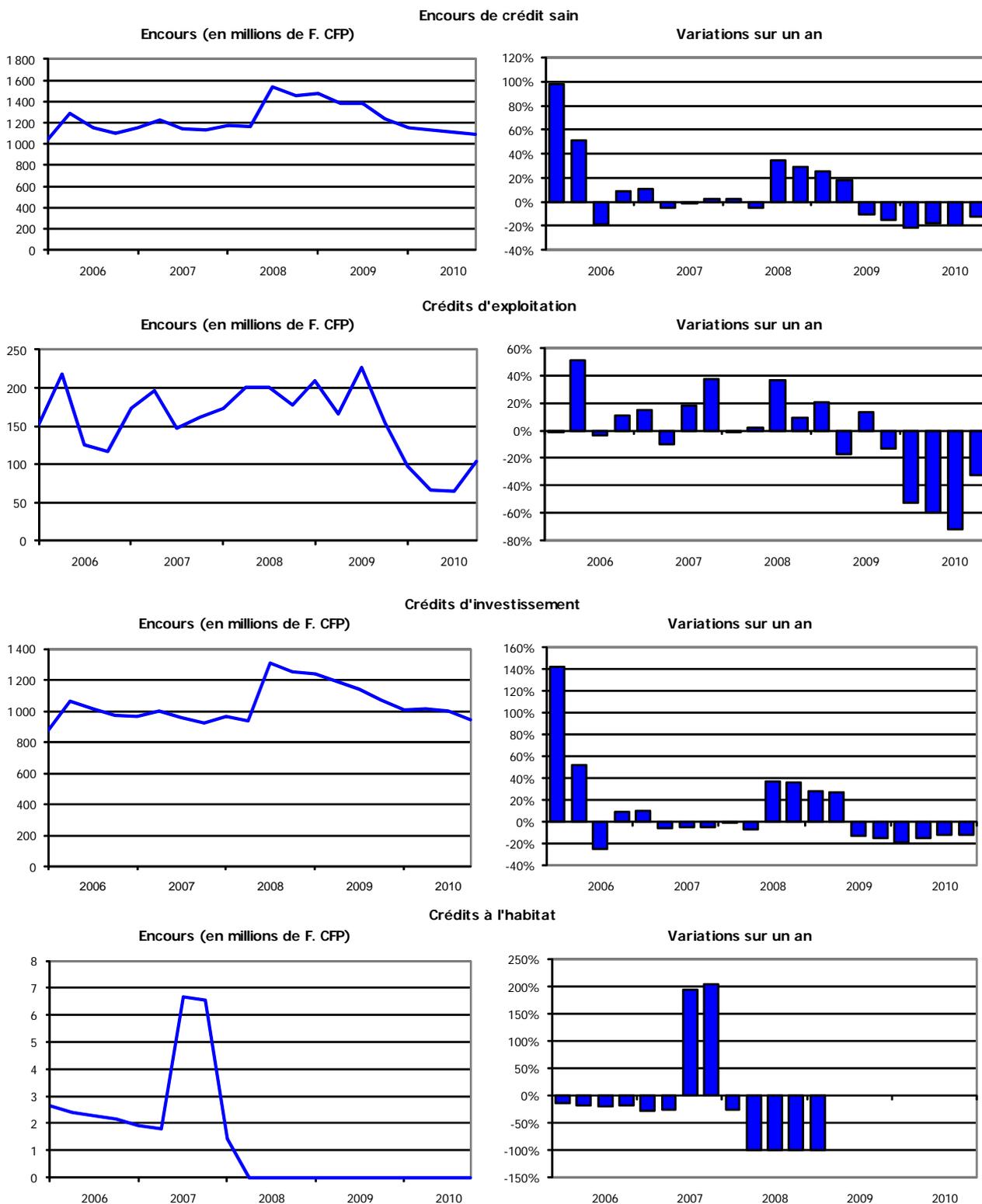
Crédit à l'habitat



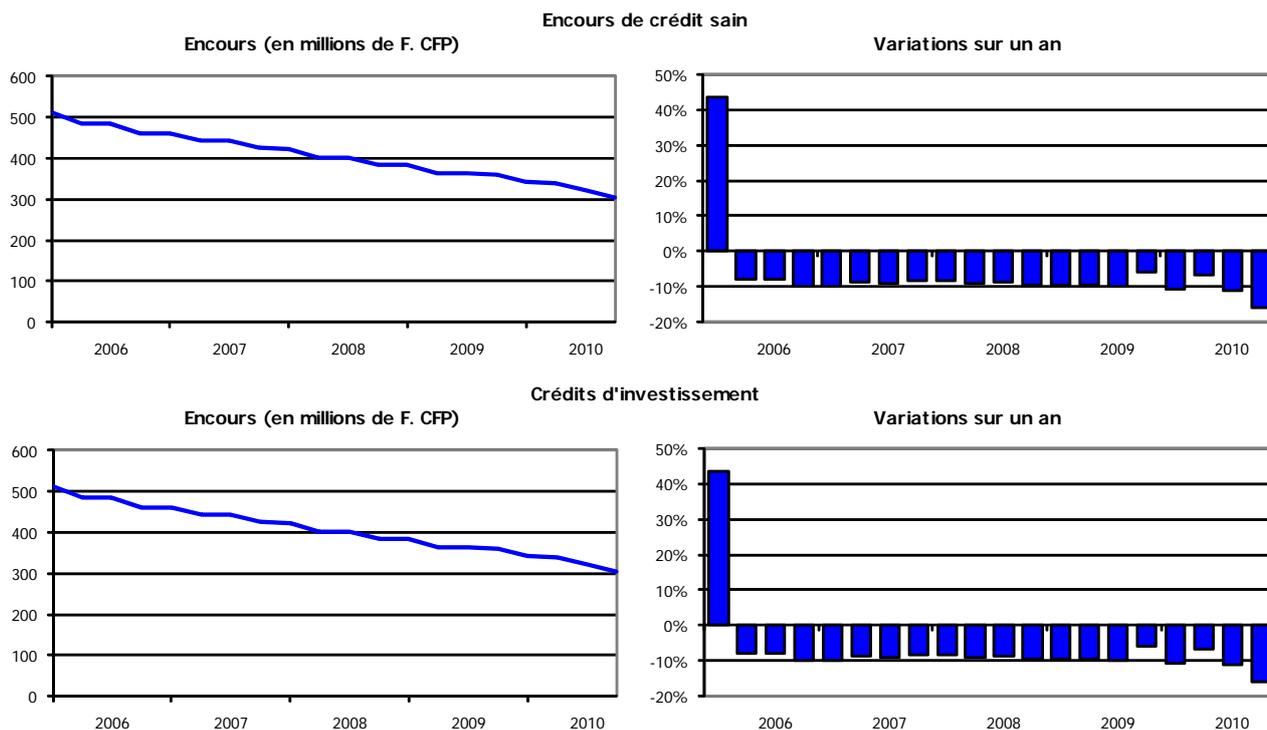
Variations sur un an



L'endettement des entreprises



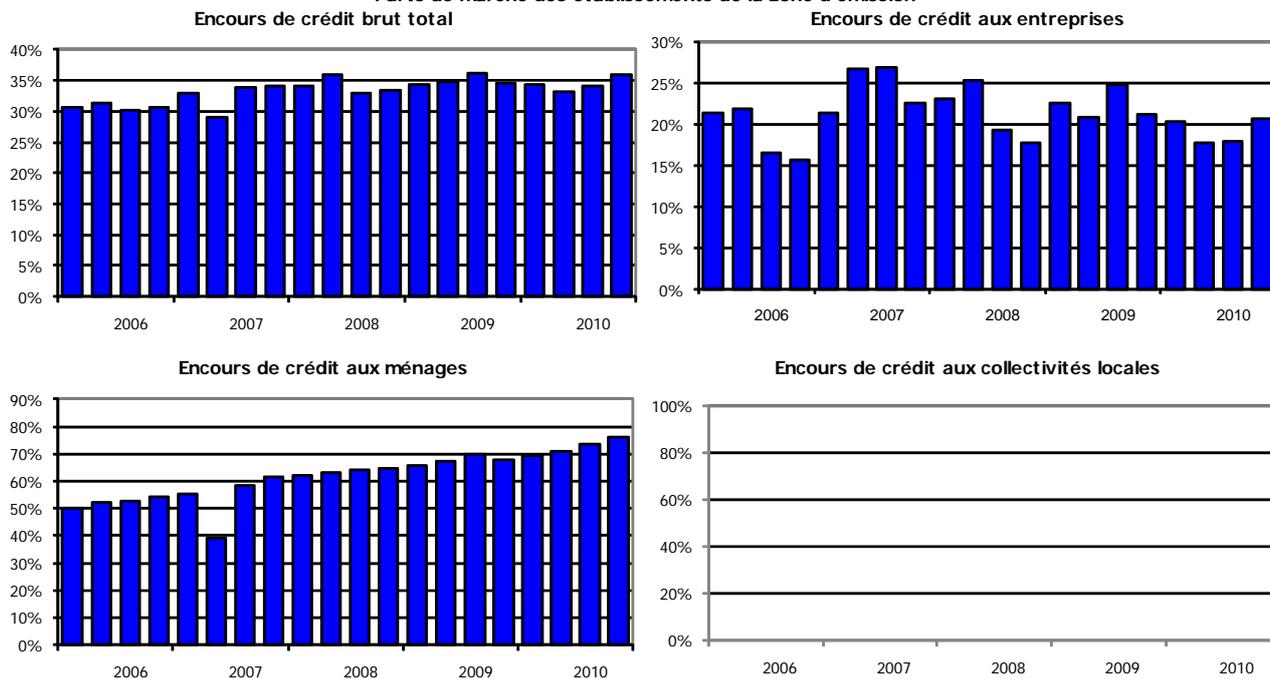
L'endettement des collectivités locales



4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission

Les concours des établissements de la zone d'émission	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Entreprises	174	249	256	263	235	201	200	226	13,3%	-13,8%
Crédits d'exploitation	114,	139,	161,	152,	97	60	64	101		-33,6%
<i>Créances commerciales</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	15,	13,	11	0	0	0		-100,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	0	0	0	1	0	0	0	0		-100,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	114,	139,	146,	139,	86	60	64	101	57,6%	-27,5%
<i>Affacturage</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	47,	66,	68,	93,	93	87	86	80	-7,3%	-14,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	47,	66,	68,	93,	93	87	86	80	-7,3%	-14,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	33	29	23	16	15	65	67	63	-6,1%	280,9%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	5,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres crédits	13,	40,	27,	17,	45	54	50	46	-8,3%	166,0%
Ménages	967,	1 062,	1 083,	994,	943	880	899	958	6,6%	-3,6%
Crédits à la consommation	900,	999,	1 024,	941,	893	823	846	893	5,6%	-5,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	877,	977,	1 003,	925,	874	801	826	872	5,6%	-5,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22,	22,	21,	17,	19	22	19	21	6,5%	24,2%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	67,	63,	60,	53,	50	57	54	66	22,2%	24,1%
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Collectivités locales	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédits à l'équipement</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres agents et CCB non ventilés	8,	6,	24,	6,	6	3	4	13	242,0%	100,3%
Total encours sain	1149	1318	1363	1264	1184	1084	1103	1198	8,6%	-5,2%
Créances douteuses brutes	114,	99,	94,	98,	97	97	101	100	-0,5%	2,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	9,	0,	0,	3,	2	3	7	5	-23,0%	65,9%
<i>dont entreprises</i>	1	0	0	0	0	0	0	0	446,5%	
<i>dont ménages</i>	8	0	0	3	2	3	7	5	-23,7%	63,9%
<i>Provisions</i>	105,	99,	93,	95,	95	94	94	95	1,2%	0,3%
Total encours brut	1 263,	1 417,	1 457,	1 362,	1 281,	1 181,	1 204,	1 298,	7,8%	-4,7%
Taux de créances douteuses	9,0%	7,0%	6,4%	7,2%	7,6%	8,2%	8,4%	7,7%	-0,6 pt	0,5 pt
Taux de provisionnement	92,3%	99,8%	99,6%	96,7%	97,8%	97,3%	93,0%	94,6%	1,6 pt	-2,1 pt

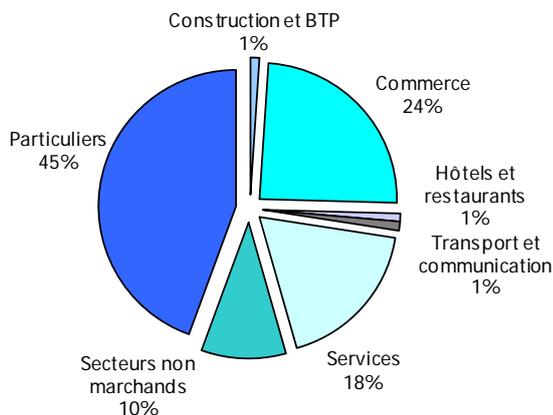
Parts de marché des établissements de la zone d'émission



5. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

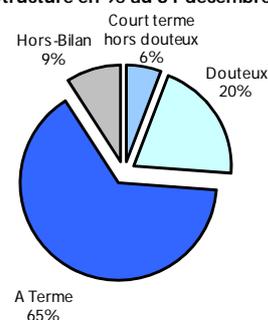
Répartition des risques sectoriels au 31 décembre 2010



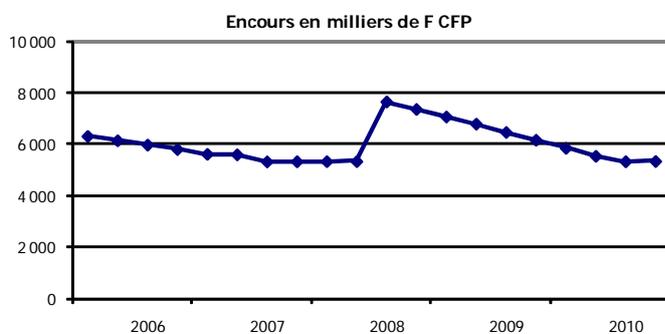
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



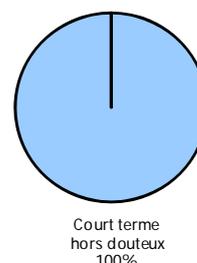
Structure en % au 31 décembre 2010



Agriculture, élevage et pêche



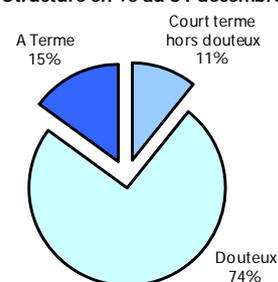
Structure en % au 31 décembre 2010



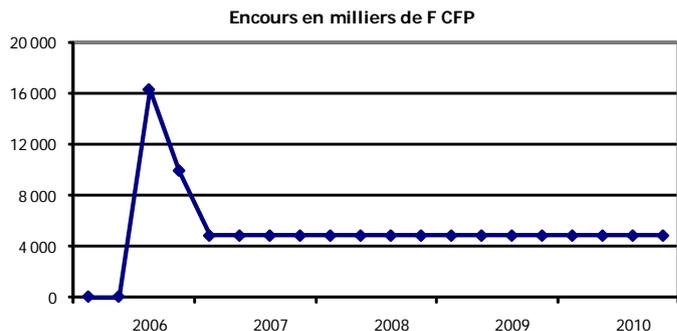
Industries



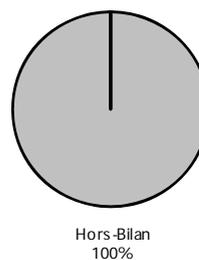
Structure en % au 31 décembre 2010



Production d'électricité, d'eau et de gaz



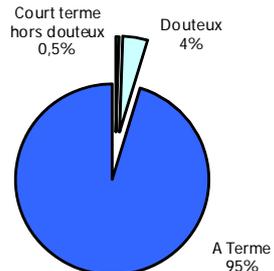
Structure en % au 31 décembre 2010



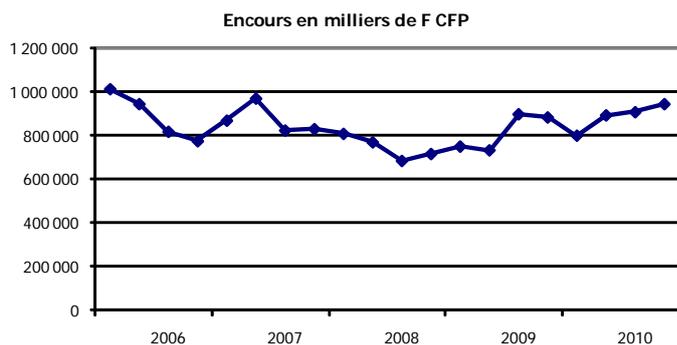
Construction et BTP



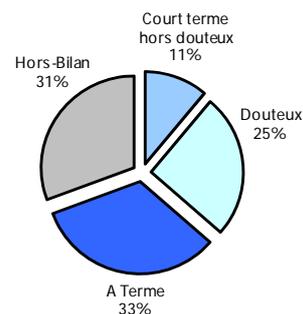
Structure en % au 31 décembre 2010



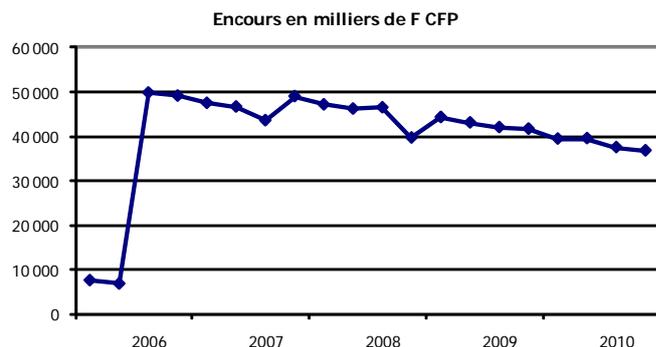
Commerce



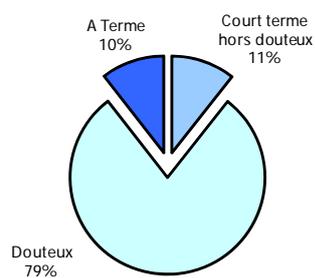
Structure en % au 31 décembre 2010



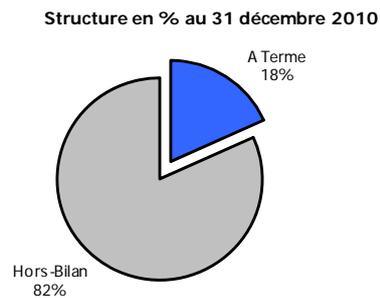
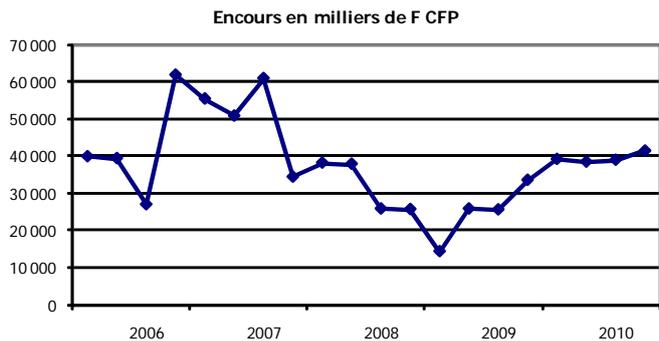
Hôtels et restaurants



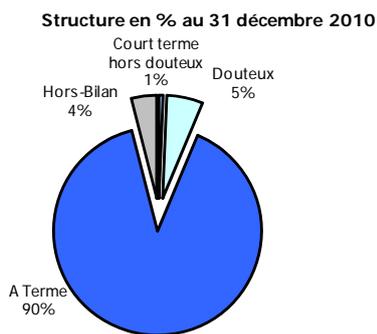
Structure en % au 31 décembre 2010



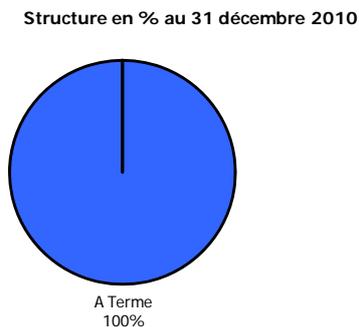
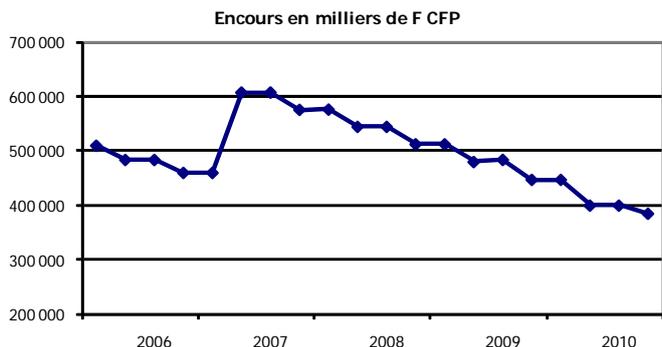
Transport et communication



Services

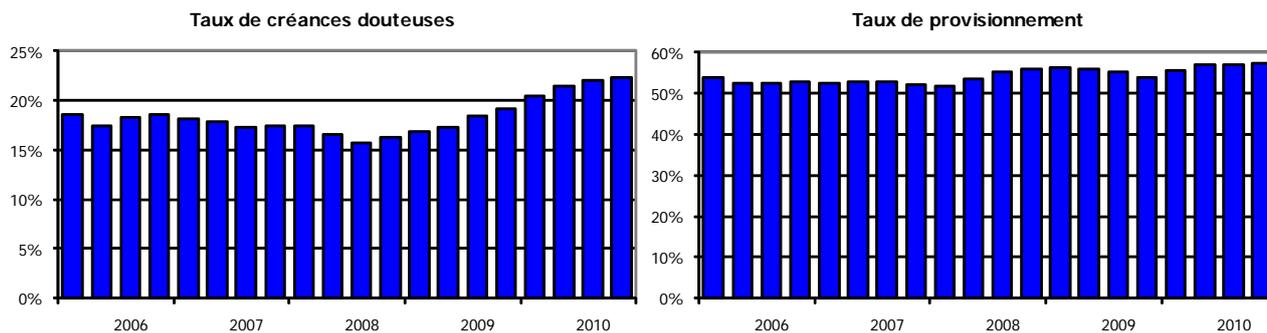


Secteurs non marchands



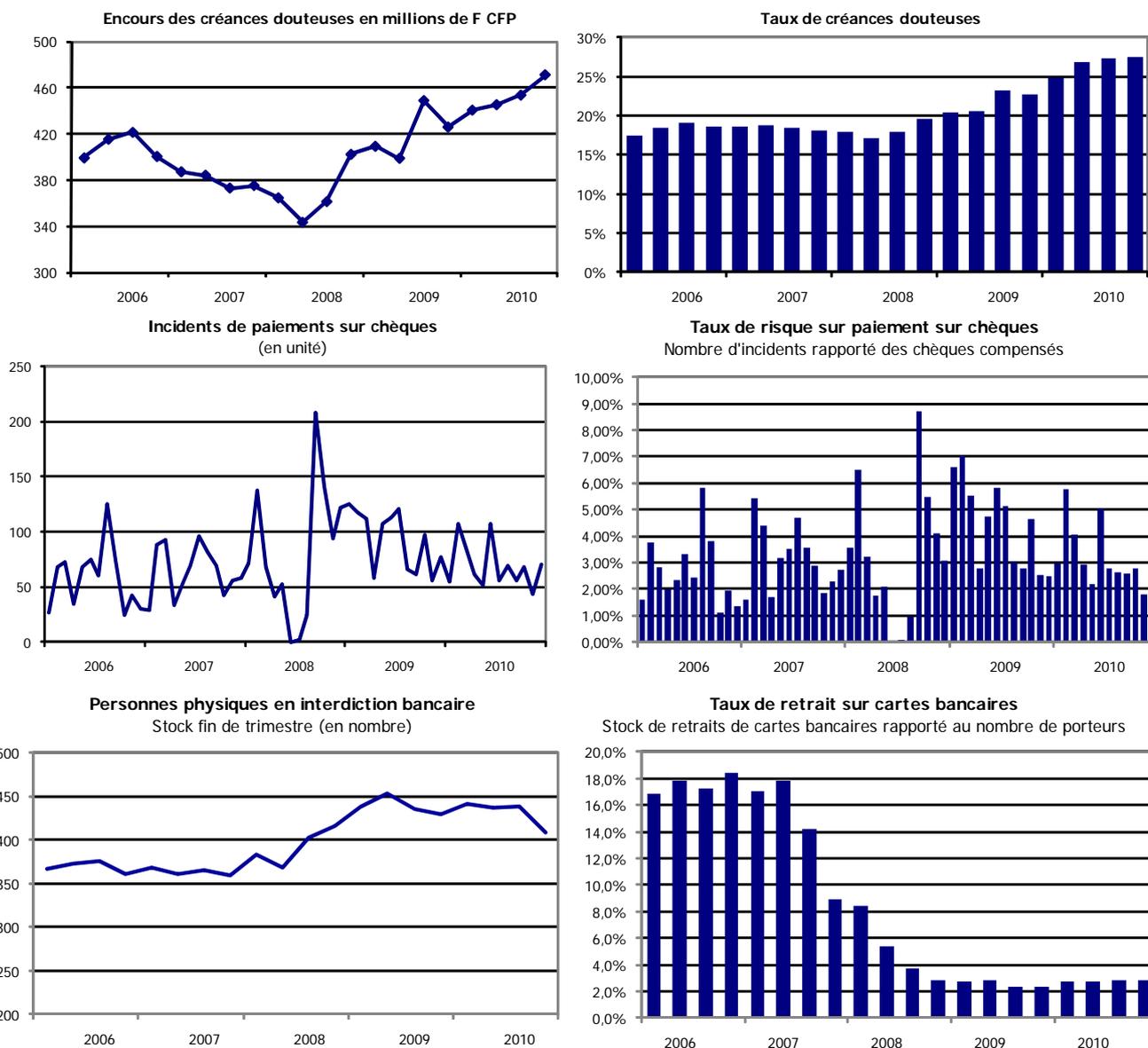
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux



La vulnérabilité des ménages

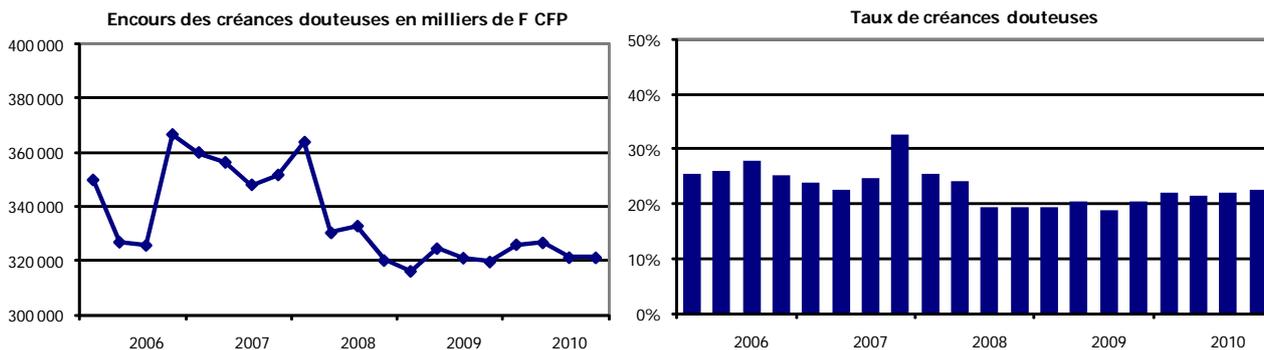
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



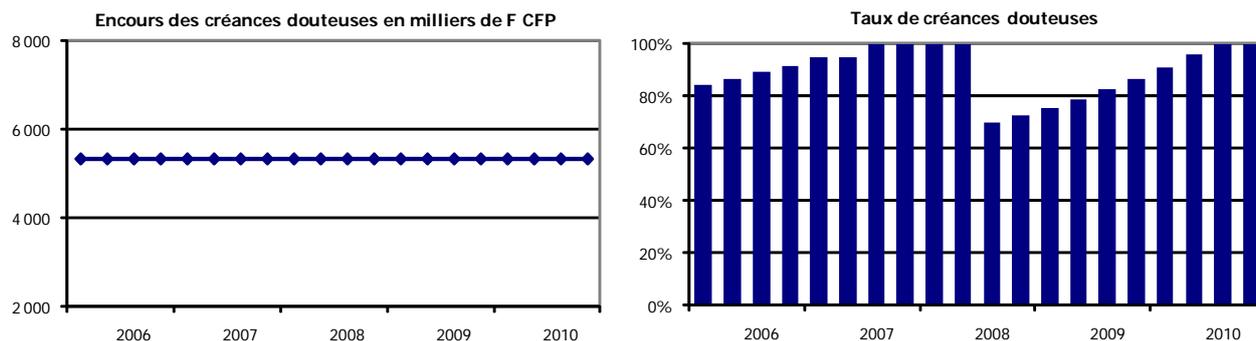
Source : IEOM

La vulnérabilité des entreprises

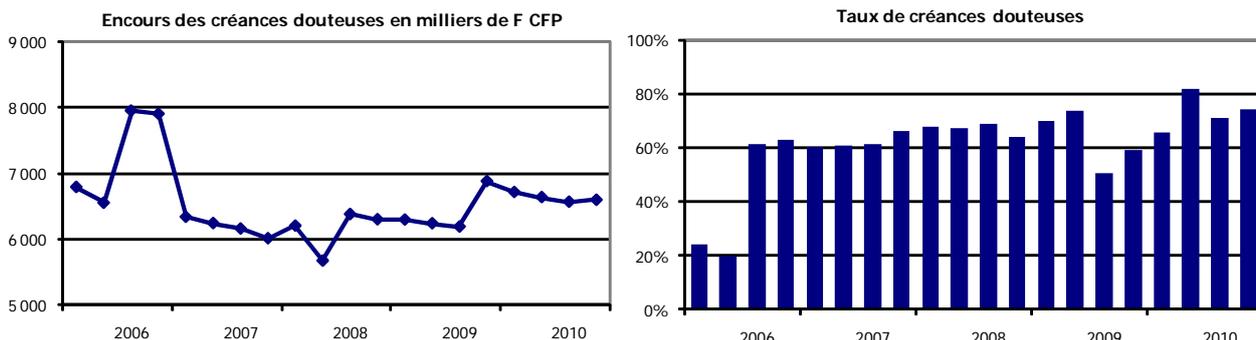
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



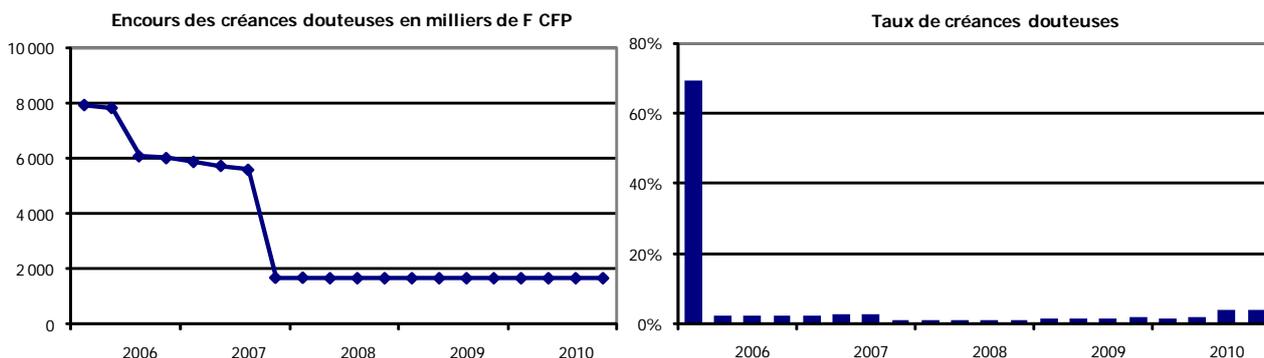
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



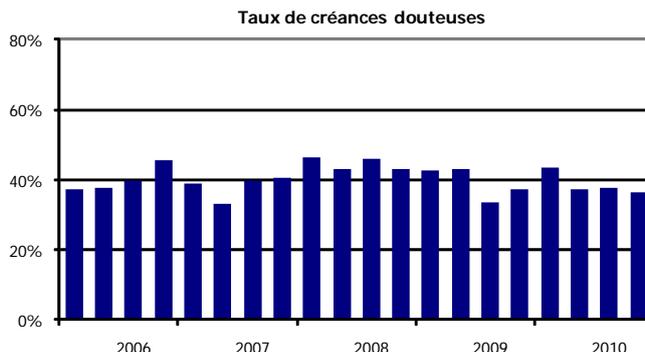
Industries



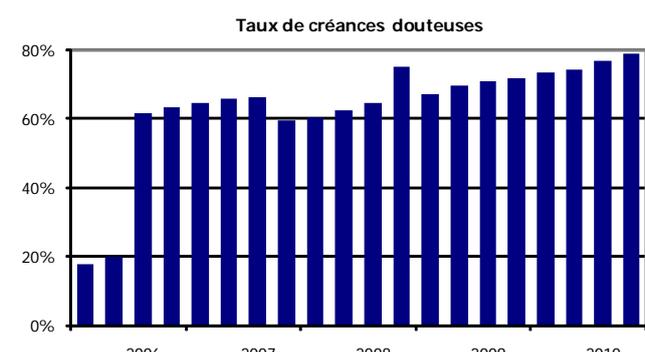
Construction et BTP



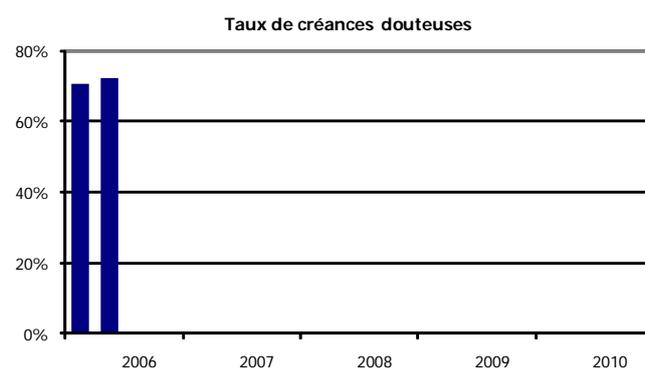
Commerce



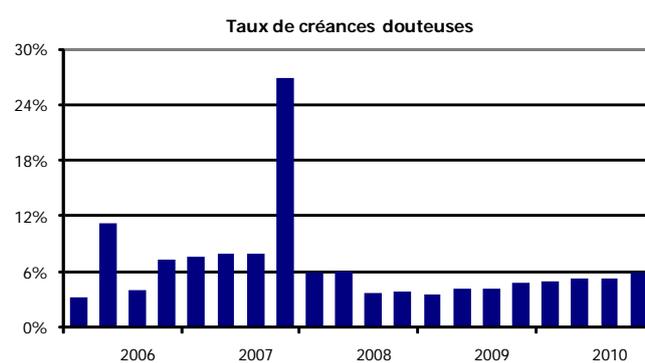
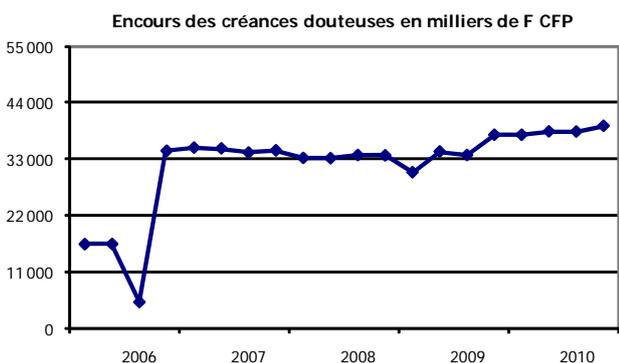
Hôtels et restaurants



Transport et communication



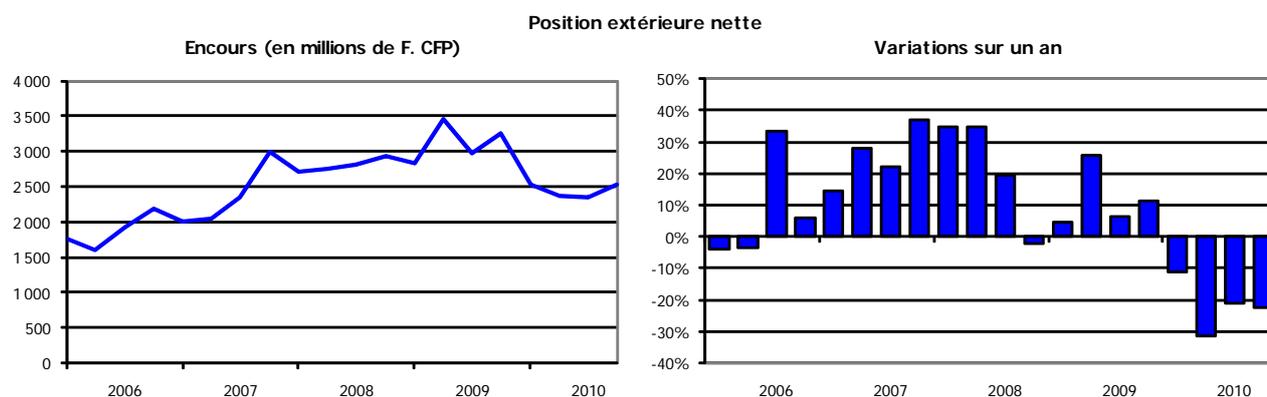
Services



6. Le financement des crédits bancaires

L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit

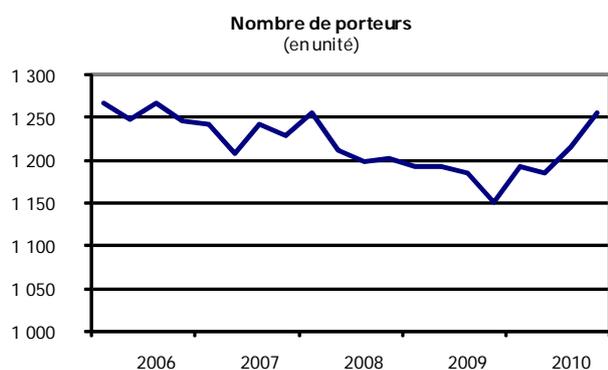
Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Emplois	3 544	4 510	4 492	4 757	3 935	3 652	3 702	3 981	7,5%	-16,3%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	52	51	-2,2%	
Crédits bruts	1 263	1 417	1 457	1 362	1 281	1 181	1 204	1 298	7,8%	-4,7%
Réserves obligatoires et libres	95	97	103	136	134	102	99	103	3,8%	-24,3%
Position extérieure nette des EC	2 186	2 996	2 931	3 260	2 520	2 368	2 347	2 530	7,8%	-22,4%
Ressources	3 543	4 510	4 491	4 757	3 934	3 651	3 702	3 981	7,5%	-16,3%
Dépôts collectés (- encaisses)	2 831	3 711	3 687	3 913	3 171	2 971	3 024	3 300	9,2%	-15,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	682	695	696	714	717	678	678	680	0,3%	-4,7%
Excédent des opérations diverses des EC	30	104	108	130	46	2	0	0		
Réesc compte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		



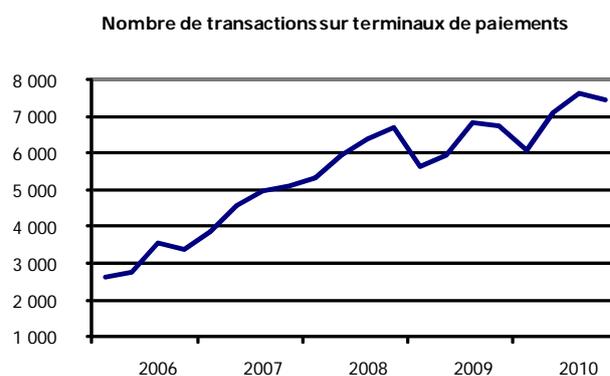
7. La monétique et les échanges de valeurs

7.1 La monétique

Monétique	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	Variation	
									1 trim	1 an
Cartes bancaires										
Carte bleue	1 245	1 229	1 203	1 151	1 192	1 185	1 215	1 255	3,3%	9,0%
Carte Jade	0	0	0	0	0	-	-	-		
Cartes privatives	0	0	0	0	0	-	-	-		
Nombre de cartes	1 245	1 229	1 203	1 151	1 192	1 185	1 215	1 255	3,3%	9,0%
Terminal de paiements électronique										
Nombre de TPE	27	28	30	33	34	34	36	35	-2,8%	6,1%
Nombre de transactions	3 395	5 093	6 695	6 734	6 056	7 101	7 613	7 446	-2,2%	10,6%
Montants (milliers de XPF)	139 958	160 205	171 562	174 968	134 624	178 692	198 705	192 221	-3,3%	9,9%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	41	31	26	26	22	25	26	26	-1,1%	-0,6%
Machines de traitement mécanique										
Nombre de MTM	0	0	0	0	0	-	-	-		
Nombre de transactions	2	0	2	2	1	14	3	2	-33,3%	0,0%
Montant (en milliers de XPF)	603	0	31	143	58	1 647	112	33	-70,5%	-76,9%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	302	0	16	72	58	118	37	17	-55,8%	-76,9%
Automates bancaires (DAB, GAB)										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 650	8 038	7 931	7 797	7 506	7 292	7 383	8 662	17,3%	11,1%
Montants (milliers de XPF)	101 911	112 313	116 193	122 488	112 952	114 444	119 581	130 211	8,9%	6,3%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	13	14	15	16	15	16	16	15	-7,2%	-4,3%



Source: Etablissement de crédit



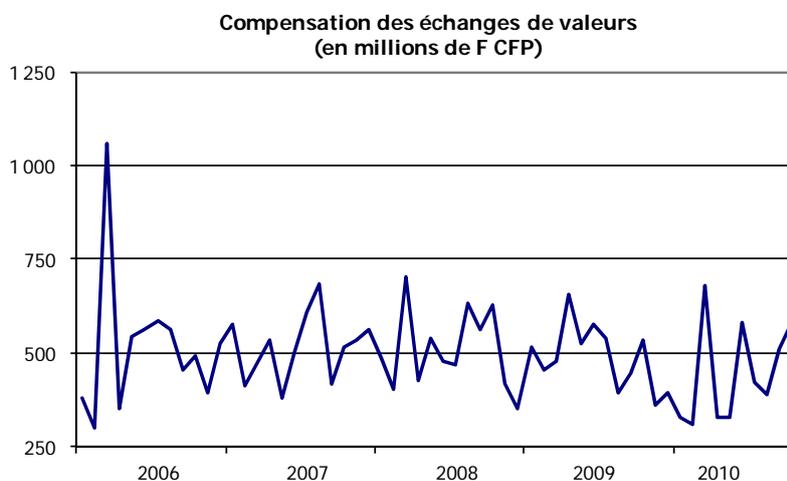
Source: Etablissement de crédit



Source: Etablissement de crédit

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	Variation	
									1 trim	1 an
En nombre	4 379	4 429	4 179	5 317	3 873	3 773	3 893	4 576	17,5%	-13,9%
Chèques	2 067	2 075	1 884	3 013	2 023	2 021	2 075	2 711	30,7%	-10,0%
Virements	2 271	2 327	2 152	2 212	1 757	1 644	1 708	1 782	4,3%	-19,4%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	41	27	143	92	93	108	110	83	-24,5%	-9,8%
	0	0	0							
En millions de F CFP	474,8	702,8	516,0	534,0	329,1	327,7	419,7	582,0	38,7%	9%
Chèques	231,2	399,3	228,0	299,3	205,4	205,1	271,5	429,2	58,1%	43%
Virements	242,5	302,7	285,8	232,6	120,6	120,8	140,8	151,5	7,6%	-35%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1,1	0,8	2,2	2,2	3,1	1,8	7,4	1,4	-81,3%	-35,7%



8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010
2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%	3,79%	0,65%

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

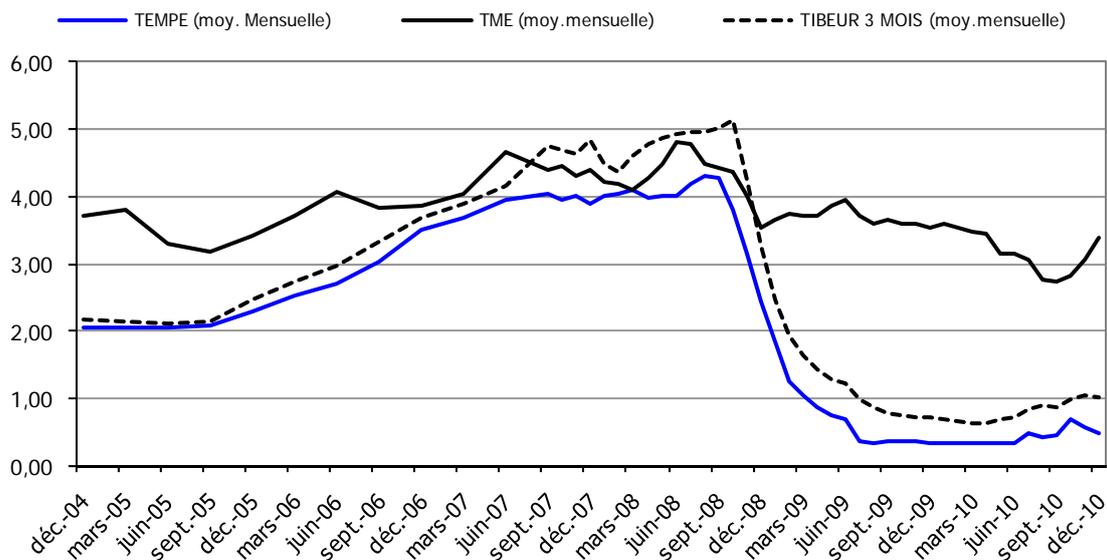
Taux de l'IEOM	1 ^{er} Trim. 2010	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010
Taux de la facilité de dépôt	0,25% (5)	0,25% (5)	0,25% (5)	0,25% (5)
Taux de l'escompte de chèques	1,75% (1)	1,75% (1)	1,75% (1)	1,75% (1)
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75% (1)	1,75% (1)	1,75% (1)	1,75% (1)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25% (1)	1,25% (1)	1,25% (1)	1,25% (1)
Taux plafond	4% (1)	4% (1)	4% (1)	4% (1)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Taux plafond (taux SGFGAS)	5,85 %-6,3% (4)	5,55 %-6,00% (4)	5,55 %-6,00% (4)	5,30 %-5,75% (4)

(1) à compter du 19/05/2009 (4) à compter du 01/10/2010

(2) à compter du 01/08/2009 (5) à compter du 27/05/2010

(3) à compter du 01/11/2009

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Taux de l'usure

Prêts aux particuliers

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2010	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%
- Prêts à taux variable	5,92%	5,75%	5,35%	5,05%
- Prêts à taux relais	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	21,45%	21,63%	21,15%	21,32%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,71%	19,45%	19,27%	19,32%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,88%	8,85%	8,61%	8,15%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2010	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%	9,53%	9,27%	9,05%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,53%	5,32%	4,99%	5,09%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,61%	5,75%	6,25%	5,79%
- Découverts en compte (2)	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,71%	5,73%	5,93%	5,60%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2010	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010
- Découverts en compte (3)	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Annexes méthodologiques

1) Les établissements de crédit de la zone d'émission et hors zone d'émission

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement appartenant à la zone d'émission : la présence d'un guichet dans la zone d'émission F CFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme situés hors de la zone d'émission. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local. Pour Wallis-et-Futuna, des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie et qui réalise des opérations ponctuelles de financement sur le Territoire ont été inclus au périmètre des établissements hors de la zone d'émission.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ZE et HZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit HZE et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service de centralisation des risques (SCR)

Le service de centralisation des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le Territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou NAF 2008)
Agriculture, élevage et pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie et restauration	55
Transports et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452

Directeur de la publication : Y.BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE
Editeur : IEOM
Achevé d'imprimer : mars 2011
Dépôt légal : mars 2011- n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98 600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
e-mail : agence@ieomwf.fr
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03